

Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

Collège habitants

Cahier de propositions

*** * ***

México, octobre 2001

Crédits

Ce cahier de propositions a pu être réalisé grâce aux actions du :

Comité organisateur international

- Bureau de la Coalition Internationale de l'Habitat pour l'Amérique Latine, (HIC-AL), Mexico
- Faculté d'Architecture et d'Urbanisme de l'Université Centrale de Vénézuéla, Caracas
- Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH), Paris

Comité organisateur au Mexique

- Mouvement Urbain Populaire (MUP)
- Coalition Habitat Mexique
- Bureau de HIC pour l'Amérique Latine

TABLE DES MATIERES

I INTRODUCTION

1. Origines
2. Repenser la ville à partir des gens
3. Objectifs du collège "habitants"
4. Autour de la thématique
5. La méthode: une force mobilisatrice
6. Perspectives à l'issue de l'AMH

II. PROPOSITIONS

1. Introduction
 - 1.1. Valeurs et principes
 - 1.2. Transformer
 - 1.3. Application des droits
 - 1.4. S'organiser
2. Propositions pour la construction d'un idéal collectif
3. Propositions pour la construction de la ville démocratique
4. Propositions pour la construction d'une ville éducatrice
5. Propositions pour la construction d'une ville de l'inclusion
6. Propositions pour une ville habitable, durable, productrice et en sécurité
7. Propositions pour le renforcement de l'organisation et des stratégies d'actions internationales.

III. DOCUMENTS COLLECTIFS PRÉPARATOIRES

1. Charte africaine de partenariat entre habitants et collectivités locales, CIAH, Windhoek, Namibie, mai 2000
2. Déclaration de Belo Horizonte, SELVIP, Pour des villes justes et démocratiques, juin 2000
3. Héros locaux, résolution finale, Berlin, juillet 2000
4. Déclaration de Xalapa, MUP, Veracruz, Mexique, juillet 2000
5. Charte de Salvador de Bahia, Brésil, mai 2001
6. Déclaration de Montevideo, SELVIP, Uruguay, octobre 2001

IV. LISTE DES FICHES DES INTERVIEWS RÉALISÉES PENDANT L'ASSEMBLÉE MONDIALE DES HABITANTS

ASSEMBLÉE MONDIALE DES HABITANTS

Construisons une parole collective

I. INTRODUCTION

1. Origines

L'Assemblée mondiale des habitants qui fut réalisée dans la Ville de Mexico du 2 au 6 octobre 2000 est le fruit d'un long processus qui a commencé à Istanbul, Turquie avec le Forum des habitants convoqué par la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme (FPH), en juin 1996, dans le cadre de la Seconde Conférence des Nations-Unies sur les Etablissements humains (Habitat II). Ce forum fut une opportunité pour les représentants des organisations sociales du Venezuela, du Mexique, du Brésil, du Sénégal et de France, de débattre sur des thèmes urbains et sur le besoin de construire une parole collective dans les forums internationaux.

Les processus régionaux préparatoires à Habitat II sont parvenus à rassembler la participation active de centaines d'organisations sociales du monde entier et la présence de certaines d'entre elles à Istanbul, dans des forums organisés par la Coalition Internationale de l'Habitat (HIC), les réseaux africains, la Table ronde latinoaméricaine et le Forum asiatique.

La réunion latinoaméricaine des Femmes leaders des quartiers, réalisée en Bolivie en 1997 et plusieurs activités internationales du Réseau Femme et habitat de HIC ont ouvert leurs portes aux femmes appartenant à des organisations de base.

Il convient aussi de noter plusieurs initiatives régionales pour construire des réseaux d'habitants tels que les *Shack Dwellers International* (SDI), coordonné par la collaboration entre des organisations d'habitants de logements précaires d'Asie et d'Afrique; le Front continental d'organisations communales (FCOC), qui regroupe des mouvements et des organisations sociales de tout le continent américain; le Secrétariat latinoaméricain pour le logement populaire (SELVIP), qui articule des organisations populaires d'Amérique du Sud qui luttent pour le droit à la ville et au logement et qui travaillent sur l'autoproduction de l'habitat populaire; la section européenne de

HIC qui, depuis l'Union des locataires italiens, a commencé la construction d'un réseau européen d'habitants a partir de l'organisation d'un congrès réalisé à Venise en 1998 sur "les stratégies populaires pour rester dans les centres historiques"; l'initiative qui a émergé en 1998 au cours d'une rencontre réalisée à Dakar, Sénégal, a permis d'offrir une continuité au Forum des habitants à Istanbul au moyen de l'impulsion d'un réseau d'habitants de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, le Collectif interafricain des habitants (CIAH). De cette dernière rencontre est issue la Déclaration de Dakar qui constitue le texte de référence du CIAH.

Le propre processus de préparation de l'Assemblée mondiale des habitants s'est déroulé niveau régional avec les initiatives suivantes:

- Le Forum interafricain des habitants (Africités) qui s'est déroulé à Windhoek, Namibie du 12 au 21 mai 2000, a réuni des représentants de 15 pays africains (7 anglophones et 8 francophones). De ce forum est sortie la CHARTE AFRICAINE POUR LA COLLABORATION ENTRE LES AUTORITÉS LOCALES ET LES HABITANTS (voir annexe). Les organisations membres du CIAH (Collectif interafricain des habitants) furent engagées dans la préparation de ce forum et ce fut une opportunité pour les organisations d'habitants de se réunir en Afrique et préparer ensemble l'Assemblée mondiale des habitants de Mexico. Le CIAH qui est coordonné par des organisations d'habitants d'Afrique de l'Ouest, a commencé un processus de réflexion interafricain sur la gouvernance, la décentralisation et l'intégration en Afrique.
- En Europe le processus de préparation fut animé par *Habitat Forum Berlin* et l'Union des locataires italiens. Du 3 au 6 juin 2000 les organisations d'habitants de plusieurs pays d'Europe et des pays de l'exEurope de l'Est se sont réunies à Berlin. L'objectif de cette rencontre baptisée *Local Heroes* a été de faciliter l'échange et la constitution de réseaux des différents mouvements de quartiers, de voisins, de coopératives de logements, de sans-abri et d'organisations écologistes. Des "résolutions finales" furent rédigées à l'issue de la rencontre (voir annexe).
- Au Brésil, une réunion préparatoire à l'Assemblée mondiale des habitants fut organisée par le SELVIP et elle s'est réalisée les 7,8 et 9 juin 2000 à Belo Horizonte avec la participation de plusieurs organisations d'habitants du Brésil et le FUCVAM d'Uruguay. La Déclaration de Belo Horizonte "Pour

des villes justes et démocratiques" fut rédigée à l'issue de cette rencontre (voir annexe).

- Au Mexique, ont été mise en oeuvre plusieurs activités préparatoires. La première d'entre elles fut la rencontre de Xalapa, Veracruz, les 22 et 23 juin 2000, qui a réuni près des 400 représentants du Mouvement urbain populaire du Mexique. A l'issue d'un large débat les représentants mexicains sont arrivés à rédiger la "Déclaration de Xalapa" qui fut signée par 50 organisations sociales (voir annexe). Ensuite plusieurs assemblées nationales et thématiques furent organisées dans différents lieux: dans le District Fédéral: Netzahualcoyotl (ville démocratique, 6 août), Iztapalapa (ville durable et salubre, 19 août), El Molino (ville éducatrice), en province: Zacatecas (ville habitable, 26-27 août) et Queretaro (ville productrice, 23-24 septembre).

La culmination de ce processus international se réalisa alors à Mexico du 2 au 6 octobre 2000 avec environ 300 participants, 160 étrangers, 140 mexicains de 91 et 75 organisations sociales différentes. 35 pays furent représentés: 3 d'Asie, 13 d'Afrique, 5 d'Europe, 2 d'Amérique du Nord et 12 d'Amérique Latine.

2. Repenser la ville à partir des gens

Pour la première fois 300 habitants du monde entier se sont réunis pour discuter des stratégies et partager des idéaux collectifs. Ils échangèrent et discutèrent aussi des thèmes et des questions généralement réservées aux experts, urbanistes, architectes et autres spécialistes. Historiquement la ville fut fondée par des communautés et ensuite elle fut transformée par des experts et des "faisers de ville", c'est-à-dire les gens eux-mêmes, les immigrants et les habitants. Dans de nombreuses villes du monde, la plupart des logements ont été produits et construits par les gens eux-mêmes sans l'aide d'experts, d'urbanistes et d'architectes. Les villes sont l'oeuvre des habitants. Cependant, les habitants ont été éloignés des processus de prise de décision dans tous les champs de la question urbaine. Le modèle économique dominant et le processus de mondialisation économique ont privé la société de ses savoirs, ont augmenté la pauvreté urbaine, ont dévasté l'environnement et ils ont brisé les tissus sociaux.

Pour la première fois, des associations et des comités de quartiers, les organisations populaires et les habitants organisés se sont rassemblés pour repenser, depuis leur propre perspective, la ville qu'ils veulent (construire) pour le XXI^e siècle et les stratégies à mettre en oeuvre. Pour la première fois aussi, les habitants et les habitantes ne restèrent pas silencieux en écoutant les discours des experts, mais ce furent plutôt les urbanistes et les professionnels qui écoutèrent la voix des habitants.

A l'aube du troisième millénaire, les populations s'urbanisent jusqu'à atteindre dans certains pays 70% de la population totale. Ce phénomène s'accompagne d'une fragmentation urbaine, exclusion et ségrégation. Tandis que les groupes de hauts et moyens revenus se concentrent dans des zones autosuffisantes en matière de logements et de services, les secteurs les plus pauvres concentrés dans des occupations informelles fruit de politiques d'habitat inexistantes, manquent de services et d'équipements nécessaires.

Dans son discours de clôture lors de l'Assemblée mondiale des habitants, Superbarrio insiste sur le rôle des habitants: "Dans les quartiers, *favelas*, ghettos et n'importe quel ensemble urbain, nous construisons tous les jours la ville. Nous la construisons comme nous l'imaginons, avec respect à la vie avec la convivialité et la collectivité de ceux qui aiment notre morceau de ville, pour l'améliorer, depuis la base et tous ensemble. Pour la soigner, pour lui mettre ses plus beaux habits et en profiter comme les enfants, comme les grands-parents, un peuple qui lutte est un peuple libre, notre lutte est pour la ville libertaire, tolérante, vivante, la nôtre et de tous".

Dans la Déclaration de Xalapa, il est envisagé la possibilité de repenser la ville à partir des gens: "Les villes ont été construites par leurs propres habitants sans qu'ils aient pu profiter du fruit de cet effort, nous revendiquons que les villes soient pour tous les habitants et qu'elles doivent être repensées comme des villes démocratiques, sûres, de l'inclusion, équitables, éducatrices, habitables, durables, en santé, agréables et productives".

En Afrique, la Déclaration de Dakar dégage les points suivants comme une forme nouvelle de " repenser la ville à partir des gens " :

- reconnaissance mutuelle entre les autorités locales et les organisations de base ;
- organiser les gouvernements locaux en vue du partenariat,

- construire un partenariat entre les gouvernements locaux et la société civile.

A Berlin, les participants de " Local Heroes 21 " constatèrent que les gouvernements n'ont fait aucun effort depuis la Conférence Habitat II pour mettre en place des mécanismes de stimulation de la participation populaire, ni pour permettre une prise de décision depuis la base, en accord avec la volonté citoyenne. Dès lors des stratégies ont été proposées pour rendre du pouvoir à des communautés en tant que forme de lutte contre l'exclusion.

A Belo Horizonte, Brésil, les organisations de SELVIP ont proposé de profonds changements structuraux dans les politiques publiques pour arriver à des villes habitables et pour une meilleur répartition de la richesse. Les propositions tournent autour de la participation populaire à tous les niveaux avec des mécanismes de gestion et de contrôle social de la politique publique, à travers des conseils, budgets démocratiques, canaux de fiscalisation et de décision de l'utilisation des ressources publiques qui offrent la priorité à la citoyenneté et empêchent la corruption.

Dans chaque région, chaque continent, des stratégies différentes ont été proposées mais toutes dirigées vers des objectifs communs: la participation sociale dans les prises de décisions. Il semblerait que de l'Assemblée mondiale des habitants ait surgi une seule voix: assez du néolibéralisme, de la concentration des richesses et de l'exclusion de larges secteurs de la population. Le territoire et la ville appartiennent à tous.

3. Objectifs du collège habitants

On trouve les objectifs du collège habitants de l'Alliance dans ceux de l'Assemblée Mondiale des habitants:

- Réfléchir sur la ville que nous voulons et débattre sur la construction d'un idéal collectif (un projet politique et social de ville).
- Proposer des champs stratégiques pour la réalisation d'expériences sociales innovatrices et mobilisatrices qui concrétisent et renforcent de manière articulée les processus de transformation que nous impulsions.

- Jeter les bases pour promouvoir des alliances stratégiques et construire des réseaux d'échange, fronts et coalitions à tous les niveaux pour diffuser nos propositions et expériences et pour promouvoir notre reconnaissance en tant qu'interlocuteurs légitimes des gouvernements, des organisations internationales, des fonds multilatéraux et des autres acteurs qui jouent un rôle sur les politiques urbaines.
- Se mettre d'accord sur des stratégies et des mécanismes de coordination afin de présenter des fronts unitaires dans des actions de pression et de négociations nécessaires pour défendre, promouvoir et rendre effectif notre droit à la ville et garantir l'application réelle des droits de l'homme.
- Créer et renforcer un réseau international d'habitants capable d'actions dans la diversité.

4. Autour de la thématique

1. Le premier axe thématique proposé à l'Assemblée mondiale des habitants est celui de la **construction d'un idéal collectif**. Un des idéaux collectifs est celui de créer un monde responsable, pluriel et solidaire basé sur la complémentarité et l'échange productif pour la vie. Dans l'atelier "Construction d'un idéal collectif" dans la AMH les valeurs suivantes ont été mises en évidence, elles laissent entrevoir ce que peut être un idéal collectif pour les habitants:
 - Nous voulons construire un monde uni et solidaire, riche en diversité;
 - Nous voulons construire un monde fondé sur la justice sociale, la dignité et le respect mutuel;
 - Nous voulons construire un monde qui associe liberté, autonomie et responsabilité;
 - Nous voulons construire un monde dans lequel le développement matériel est au service d'un véritable développement intégral des personnes et des sociétés.
 - Nous voulons construire un monde capable d'évaluer-décider-transformer à partir de notre propre héritage culturel.
2. Le second axe thématique touche **les champs d'action et d'innovation transformatrice**.

- **La ville démocratique** n'est pas seulement une ville dans laquelle tous les habitants puissent avoir le droit de vote, mais aussi une ville dans laquelle existent des organisations démocratiques, construites à partir du quartier, de la base. La démocratie à laquelle aspirent les habitants vient de racines profondément enfouies chez les peuples, elle respecte la diversité culturelle et l'égalité des sexes. Les concepts de démocratie et d'égalité vont ensemble. La construction d'un état démocratique commence à partir des espaces les plus petits: l'îlot, le quartier, la municipalité/l'arrondissement jusqu'à la ville.
- **La ville éducatrice**, s'inscrit dans ces principes de solidarité, convivialité harmonique et démocratique, de respect de la diversité et d'humanisme qui se trouvent dans la Charte de l'Association internationale des villes éducatrices. Dans l'AMH, les organisations d'habitants ont révélé qu'ils possèdent plusieurs projets éducatifs dans différents domaines: sur la formation urbaine (éducation à la citoyenneté); sur l'habitat (projets intégrés de logements et protection de l'environnement); sur la santé (projets de santé populaire, centre communautaires infantiles); sur la culture (projets de réhabilitation des traditions des quartiers). La ville éducatrice devrait s'assumer comme l'agent éducatif par excellence à partir de toutes les expériences et impacts éducatifs vécus et, à partir de cette reconnaissance, promouvoir l'éducation pour une convivialité démocratique, intégrale et profonde.
- **La ville de l'inclusion**, est une ville dans laquelle tous sont inclus: les indiens, les enfants de la rue, les handicapés, etc. Mais aussi les millions de personnes qui n'ont pas accès au logement, aux services publics, au travail, à l'éducation, la santé, etc. Pour qu'une ville soit véritablement de l'inclusion on doit reconnaître, défendre et appliquer pour tous les droits économiques, sociaux et culturels. Cependant, la ville de l'inclusion ne peut être séparée du système économique mondial globalisé qui exclut des millions d'individus. La mondialisation a produit des impacts négatifs dans les structures productives locales dont les pauvres sont les premières victimes.
- **La ville habitable** est une ville dans laquelle tous les habitants ont un lieu pour vivre décent, **la ville durable** est un équilibre dans la relation entre le développement humain et l'utilisation des ressources naturelles en milieu urbain, **la ville en santé** implique la corrélation entre l'alimentation – protection de la santé et l'amélioration des conditions de vie, **la ville productive** implique l'harmonie entre la productivité – la créativité individuelle et collective, **la ville en sécurité** implique des relations de

respect et la protection sociale, mais aussi la prévention qui garantisse un équilibre entre l'espace physique et l'espace naturel.

3. Le troisième axe thématique concerne **le renforcement de l'organisation** et le quatrième, **les stratégies d'action internationale**.

Les objectifs liés au processus de lutte des organisations populaires est, d'abord, d'avancer dans l'occupation des espaces de prises de décisions politiques, ensuite, d'impulser des propositions pour transformer les cadres légaux et normalisés à partir d'une perspective populaire, et, enfin, de développer des propositions de planification et gestion participative.

L'une des stratégies d'action internationale, c'est de mettre en oeuvre un processus pour établir une alliance globale basé sur les organisations de l'Assemblée mondiale des habitants.

Sur cette thématique ont surgit lors de l'Assemblée mondiale plusieurs résolutions. Chacune des résolutions intègrent des propositions collectives et elles furent rédigées par des groupe de personnes présentes dans chaque atelier:

- idéal collectif
- ville démocratique
- ville éducatrice
- ville de inclusion
- ville habitable, durable, productive et en sécurité
- ville en sécurité (désastres naturels)
- ville en sécurité (violences urbaines)
- renforcement de l'organisation et stratégies d'actions internationales
- résolutions des réunions des femmes habitantes.

4. La méthode: une force mobilisatrice

Ce texte est basé en partie sur le texte de Enrique Ortiz, "Construisons un futur, réflexions autour du processus organisatif de l'assemblée mondiale des habitants", octobre-novembre 2000.

Le processus organisatif de l'Assemblée mondiale des habitants, en tant que première tentative pour constituer un véritable "collège d'habitants" est en soi une expérience pleine d'espoir, à partir d'habitants organisés, d'affronter les défis.

Cette idée est une force mobilisatrice, qui depuis a fait son chemin. A partir d'une causerie de café entre Teolinda Bolivar et Pierre Calame, surgit l'idée première d'organiser une réunion internationale composée exclusivement d'habitants. Cette idée initiale enrichie par les expériences antérieures et par les amis habitants du Venezuela s'est ensuite transformée en proposition par le bureau de HIC à Mexico¹. La longue histoire du Mouvement urbain populaire au Mexique (MUP), la présence du premier gouvernement élu démocratiquement dans la Ville de Mexico et l'expérience qu'en tant que secrétariat de HIC, nous avons eu au niveau mondial, furent autant de motifs qui nous ont conduits à mettre en oeuvre cette idée.

Nous l'avons pris en charge avec enthousiasme et immédiatement nous avons invité les amis du MUP à se joindre à nous et à prendre en mains cette initiative. Nous avons commencé avec cinq personnes et peu à peu se sont jointes d'autres organisations, volontés, idées et engagements jusqu'à former un comité organisateur très créatif et dynamique composé de près de quarante participants.

Au niveau international, l'idée a mobilisé aussi de nombreuses organisations sociales et non gouvernementales intéressées pour appuyer le processus. 25 organisations sociales de plusieurs régions du monde, 26 mexicaines et autant de réseaux et ONG signèrent l'appel.

Le processus de préparation commença a partir de janvier 2000, Tout d'abord furent déclenchés l'organisation de processus nationaux et régionaux. Les mouvements, organisations et groupes d'habitants furent invités à organiser des processus locaux et/ou nationaux afin de discuter les thèmes proposés et définir leur participation; établir leur mécanisme de coordination et enfin choisir leurs représentants ou délégués pour participer à l'Assemblée de Mexico.

Il fut proposé aussi de profiter des activités programmées par les mouvements et réseaux d'organisations sociales pour préparer la participation de leurs membres; identifier les thèmes de plus grand poids stratégique dans

¹ La Coalition internationale pour l'habitat (HIC) est une coalition d'ONG, d'organisations sociales, de chercheurs dans le domaine de l'urbain et d'activistes des droits à la ville et au logement, de près de 80 pays. Le bureau de Mexico est actuellement le secrétariat de HIC pour l'Amérique Latine.

leur travail international; et intégrer leurs propositions de renforcement de l'organisation et de mobilisation.

Les processus de préparation qui furent mis en route au niveau national et régional jusqu'à septembre 2000 ont finalement défini la thématique et la structuration des débats. Afin de satisfaire aux objectifs de l'Assemblée et d'organiser avec anticipation les groupes de travail, on avait sollicité aux participants d'informer le secrétariat de l'Assemblée à Mexico, les thèmes sur lesquels ils souhaitaient travailler, certains se proposèrent comme coordinateurs d'un thème dans un groupe de travail et préparèrent un petit texte introductif aux débats qui fut envoyé au secrétariat de l'Assemblée. Il avait été demandé à chaque coordinateur de se situer dans l'un des quatre axes thématiques et de se concentrer davantage sur les propositions à débattre que sur les diagnostics et les descriptions des expériences, de formuler des questions et des interrogations qui orientent et provoquent les discussions.

Certaines règles du jeu avaient été mises en place afin de structurer à la fois les débats de manière que ce soit une véritable assemblée d'habitants dans laquelle puissent s'exprimer les habitants eux-mêmes:

- les thèmes spécifiques proposés devaient se situer à l'intérieur des 4 axes thématiques.
- Les thèmes qui n'avaient pas de coordinateurs de groupe de travail furent retirés du programme,
- Ceux qui préparèrent les textes introductifs, furent les responsables d'introduire et d'animer la participation des groupes de travail,
- Les ONG et les universitaires intéressés ont pu participer mais seulement comme observateurs et en appui à l'Assemblée aussi bien au niveau des processus préparatoires que dans l'Assemblée elle-même.

C'est ainsi qu'on a pu recueillir environ 25 textes introductifs, concernant les quatre axes thématiques. Ce matériel de base est un premier effort des organisations sociales pour organiser leur pensée et leur vision sur la ville. Ainsi, la majorité des participants arrivèrent à l'Assemblée mondiale avec une très bonne préparation.

Echanges

Une partie de la rencontre mondiale des habitants fut un échange provoqué par des visites à quelques expériences les plus remarquables des organisations

populaires mexicaines concernant plusieurs champs d'action (production, éducation, santé, écologie, etc.) dans des quartiers de la Ville de México et des environs. Neuf parcours différents furent visités par les invités étrangers et tous furent organisés par les membres du Mouvement urbain populaire.

Une exposition de 49 planches fut aussi une source d'échanges d'expériences. Ces expériences furent réalisées par 41 organisations de 12 pays qui apportèrent leurs planches depuis leur pays d'origine.

Tout au cours de cette rencontre furent réalisées plus d'une vingtaine d'interviews à différents participants. Ces expériences furent recueillies sous la forme de fiches DPH (Dialogue pour le progrès de l'homme) et se trouvent en annexes.

5. Perspectives à l'issue de l'AMH

a) Lutter pour des revendications reconues aujourd'hui comme essentielles

Ces revendications se trouvent dans la plateforme solidaire internationale rédigée dans l'atelier: "renforcement de l'organisation et stratégies d'action internationale" de l'AMH:

Contre:

- le paiement de la dette extérieure
- les processus de privatisation (des ressources naturelles, énergétiques, des logements sociaux, des services, des voies de communication et tous les secteurs stratégiques),
- la culture dominante qui foment le racisme, l'exclusion, la répression, l'intolérance, la xénophobie, etc.,
- L'utilisation des forces armées et policières comme instrument d'application des politiques répressives contres les actions mises en oeuvre par les organisations sociales.

Pour:

- la sécurité dans la tenure du sol et du logement ;
- la réforme agraire et la réforme urbaine d'un point de vue collectif pour et des travailleurs et les habitants avec leur auto-organisation ;
- la reconnaissance et l'appui des gouvernements aux processus de création et d'amélioration de l'habitat, en priorisant en tant que méthode l'autogestion dans un sens élargi ;
- Construire des organisations sociales démocratiques, avec des projets alternatifs et durables ;

- Imposer les mouvements des grands capitaux (Taxe Tobin) ainsi que le sol et les logements lucratifs ;
- La création d'assurance chômage et de programmes de formation pour les travailleurs ;
- Législations, politiques publiques, instruments et ressources qui réduisent les inégalités existantes selon l'âge, le sexe, l'option sexuelle, le groupe ethnique, la religion, etc.

b) Rejoindre les autres luttes et courants d'opposition à la mondialisation (Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, le Forum social mondial, le Cri des exclus, ATTAC, etc.)

- A l'AMH il a été décidé que le processus de suivi sera coordonné par la Coalition Internationale de l'Habitat (HIC) et l'Alliance pour un monde responsable et solidaire (voir résolutions de l'atelier "Stratégies d'action internationale"). Il existe des courants d'opinion communs avec le groupe Territoires et le Collège des autorités locales, l'un et l'autre de l'Alliance.
- Dans le Forum social mondial qui s'est déroulé en janvier 2001 à Porto Alegre, Brésil, il y avait plusieurs représentants d'organisations sociales de la AMH et ils présentèrent les résolutions de l'AMH sur la "Ville démocratique".
- Des représentants du Cri des exclus étaient présents à l'AMH pour établir des contacts.

c) Etablir une alliance avec d'autres organisations syndicales, paysannes, indiennes, écologistes, de femmes, FCOC, SELVIP, CIAH, etc.

- El SEVIP (Secrétariat Latinoaméricain de Logement Populaire) réalisera à Montevideo du 1er au 5 octobre 2001 un séminaire international "Production sociale de l'habitat: le capital des gens *versus* la misère du capital". Le séminaire se propose d'examiner l'état de la question des expériences de production sociale de l'habitat à la lumière des luttes populaires de résistance aux recettes néolibérales de l'exclusion et l'augmentation de la pauvreté développées tout au long des dernière décades dans la région.

d) Utiliser les espace internationaux des Nations-Unies et d'autres instances internationales (web, forums, etc.).

e) Promouvoir les résolutions de l'Assemblée mondiale des habitants au niveau local, national et international.

PROPOSITION DE L'ASSEMBLEE MONDIALE DES HABITANTS POUR LA VILLE QUE NOUS VOULONS

INTRODUCTION

Du 2 au 6 octobre 2000, 300 participants de 35 pays se sont réunis dans la Ville de Mexico afin de discuter des stratégies d'action pour la ville et formuler des propositions pour les gouvernements nationaux, locaux ainsi que les instances internationales (Nations-Unies, Banque Mondiale, OMC, etc.). Tous représentaient des organisations de voisins, populaires et habitants urbains.

Six thèmes furent abordés :

- Construction d'un idéal collectif
- Construction de la ville démocratique
- Construction de la ville éducatrice
- Construction de la ville de l'inclusion
- Ville habitable, durable, productive et en sécurité
- Consolidation de l'organisation et stratégies d'actions internationales

Pendant deux jours les 300 participants se réunirent en une vingtaine de groupes de travail.

Nous avons rassemblé les propositions pour chacun des axes thématiques et nous les avons classées en quatre types :

- VALEURS ET PRINCIPES
- Propositions pour TRANSFORMER
- Propositions pour L'APPLI CATION DES DROI TS
- Propositions pour S'ORGANI SER

VALEURS ET PRINCIPES

Pour la construction d'un idéal collectif, les valeurs partagées par les habitants et les habitantes sont radicalement opposées à celles du marché et de celles qui impliquent la mondialisation.

Lorsque les habitants parlent **d'inclusion**, le marché parle d'exclusion (de ceux qui ne peuvent pas payer). Lorsque les habitants parlent de **liberté et**

d'autonomie, la mondialisation parle de dépendance (sociale et économique). Lorsque les habitants parlent de **justice sociale, de dignité et de respect mutuel**, le marché parle d'injustice. Lorsque les habitants parlent de construire **un monde uni, solidaire, riche en diversité**, la mondialisation parle d'une pensée unique (ex : j'ai soif : Coca-Cola).

Pour la construction de la **ville démocratique**, les valeurs partagées par les habitants s'opposent aux principes d'une ville autoritaire. Lorsque les habitants parlent de ville démocratique, il ne s'agit pas seulement d'une ville où se trouvent des gouvernements démocratiquement élus, mais aussi d'une ville où **existe la solidarité, la confiance, la réciprocité, l'équité, le sens de la vie communautaire et finalement l'autonomie des organisations sociales**. La solidarité en tant que valeur se retrouve dans tous les axes thématiques de l'Assemblée mondiale des habitants.

Pour la construction d'une **ville éducatrice**, les valeurs des habitants sont du côté opposé à celui d'une éducation privée et exclusive, comme on peut observer aujourd'hui la tendance. L'éducation ne peut être seulement un commerce. Les habitants défendent au contraire, le **respect de la diversité, reconnaissent le principe d'égalité pour tous et toutes, respectant les identités culturelles et défendent l'éducation publique, gratuite, scientifique et laïque**.

Pour la construction d'une **ville de l'inclusion**, les habitants défendent aussi les valeurs de **solidarité, équité et unité**. La ville de l'exclusion est justement la ville du marché et des multinationales qui partagent ces valeurs.

En ce qui concerne la **ville habitable, durable, productive et en sécurité**, les habitants se tournent vers de nouvelles valeurs humaines et une éthique populaire différente de l' " éthique libérale " dominante : **une éthique de solidarité** à tous les niveaux, en incluant les victimes de la violence urbaine. Il s'agit aussi de prendre conscience que la ville en sécurité ne peut être basée sur une discrimination d'aucune sorte.

Les valeurs et principes pour le **renforcement de l'organisation** : les organisations sociales qui doivent être plurielles, construire des collectifs, autonomes, démocratiques, autogestionnaires et non dogmatiques.

2. TRANSFORMER

Dans tous les axes thématiques les habitants ont montré une volonté de transformer non seulement la société mais aussi la pensée. **La construction d'un idéal collectif** passe par la valorisation des capacités et la mobilisation de ses potentialités. Les potentialités des habitants sont particulièrement ignorées par une société de consommation et de marché qui considère les habitants comme de potentiels consommateurs et acheteurs. L'idéal collectif n'est pas de consommer mais bien d'évaluer-décider-transformer à partir de l'héritage culturel des gens eux-mêmes.

Pour transformer la ville actuelle en **ville démocratique**, les propositions des habitants tournent autour de la construction de l'état démocratique, la reconstruction du pouvoir populaire et la consolidation des espaces locaux tels que les collectivités locales. Ils insistent sur la collaboration réelle entre les habitants et les autorités locales, autant en Amérique Latine qu'en Afrique.

La transformation d'une ville en **ville éducatrice** implique la promotion et l'application de plusieurs projets : projets d'autogestion dans différents domaines (logement, microentreprises, travail indépendant, etc.) et le développement d'un projet éducatif alternatif au néolibéral dont l'objectif n'est pas le profit mais l'éducation pour tous. La promotion de projets collectifs pour la reconstruction de tissus sociaux qui ont été détruits par les politiques néolibérales. Les écoles qui sont créées dans les quartiers semblent être l'embryon d'une éducation alternative.

Pour transformer une ville de l'exclusion en une **ville de l'inclusion** on doit donner les moyens pour que les gens, indépendamment de leur condition d'origine, aient accès au travail, à l'éducation, à la santé et au logement. La proposition est celle de construire la ville à partir de la base et à partir de la famille.

Les propositions transformatrices pour une **ville habitable, durable et productive** tournent autour de l'agriculture urbaine, la santé, les projets sociaux-productifs et les coopératives. Il existe des propositions alternatives très opérationnelles des habitants pour la protection de l'environnement qu'ils ont commencées depuis plus de 20 ans. En ce qui concerne la **ville en sécurité**, les propositions des habitants tournent autour de l'impulsion de processus organisatifs qui intègrent la prévention des risques et des désastres avec une

large participation des organisations sociales, universitaires et des organisations civiles et non gouvernementales.

Les propositions transformatrices pour **la consolidation de l'organisation et les stratégies internationales** présentées par les habitants militent en faveur de l'occupation des espaces de décision des politiques publiques. Il existe jusqu'à maintenant peu d'espaces dans lesquels les organisations d'habitants puissent s'exprimer et jouer un rôle sur les politiques publiques. Lorsque ces espaces existent, ils ne sont pas occupés par les organisations sociales et les organisations du secteur privé profitent de cette absence pour jouer un rôle prépondérant. Une autre proposition est celle de participer dans les espaces internationaux ouverts par les Nations-Unies comme ECOSOC et Habitat II, et en cas d'impossibilité, par les conditions locales ou internationales, une participation doit être prévue de manière alternative.

3. APPLICATION DES DROITS

En ce qui concerne **l'idéal collectif**, la proposition est d'informer et de faire prendre conscience les habitants de leurs droits. Souvent, les autorités n'oublient pas l'application de la loi, par contre les droits des habitants sont oubliés surtout si ces derniers les ignorent.

La construction de **la ville démocratique** ne doit pas faire oublier la défense et l'élargissement des droits acquis. Les habitants doivent toujours exiger à l'Etat qu'il garantisse l'application des droits constitutionnels de tous les habitants (éducation, santé, logement, travail).

Une **ville éducatrice** implique la promotion du droit à l'information et la participation aux prises de décisions dans les affaires publiques.

Une **ville d'inclusion** implique le respect du droit des handicapés, des indiens, ainsi que le droit à la vie de tous et toutes qui y habitent et qui, pour une raison ou une autre, se trouvent exclus de la ville.

Les propositions des habitants pour une **ville habitable** en matière de droit tournent autour de la collectivisation, socialisation de ce droit : par exemple, on peu remarquer l'application du droit à la santé à travers les expériences communautaires que les habitants ont mises en oeuvre. Il faut chercher aussi un nouveau cadre légal pour les activités de l'économie informelle qui puisse

prendre en compte les intérêts populaires. Pour les marchés financiers, on a toujours trouvé de nouveaux cadres légaux pour défendre les intérêts des affaires. En ce qui concerne l'environnement, il faut exiger des gouvernements qu'ils appliquent les réglementations existantes.

Comme **stratégie d'action internationale**, les habitants proposent de mettre en oeuvre des propositions pour transformer des cadres légaux et normatifs internationaux à partir d'une perspective populaire. Par exemple, la mise en oeuvre d'accords et de conventions internationales contre les expulsions, qui furent signés par plus de 144 pays dans le cadre de l'ECOSOC à Genève ou la lutte pour l'application du Programme Habitat après Habitat II. La Charte Africaine des habitants et la Déclaration de Belo Horizonte sont des tentatives dans ce sens.

4. ORGANISER

A partir du concept **d'idéal collectif**, on donne la priorité à l'organisation de la communauté avec l'impulsion de projets de développement en fixant des objectifs concrets qui permettent de réaliser de plus grands objectifs.

La création d'organisations démocratiques contribue à la construction de la **ville démocratique**. Mais il faut aussi contribuer à organiser des gouvernements locaux qui soient liés aux associations d'habitants.

Les propositions organisatives pour la **ville éducatrice** tentent d'impulser chez les organisations sociales la réalisation d'activités culturelles, sociales et récréatives, en mettant en valeur les traditions des quartiers afin de préserver l'histoire et l'environnement. Mais il faudrait aussi organiser des projets éducatifs pour les jeunes, l'éducation à la santé populaire et la promotion de l'éducation participative comme une alternative populaire.

Les propositions organisatives pour une **ville d'inclusion** insistent sur le fait que les organisations sociales doivent être inclusives, et incorporer tout le monde et elles doivent aussi intégrer l'inclusion comme une référence essentielle du travail au quotidien.

Les propositions organisatives pour une **ville habitable** comprennent la création de réseaux, la décentralisation des services publics, les plans d'urgence participatifs, articuler les expériences et renforcer les organisations.

Les propositions organisatives pour **l'action internationale** commencent par reconnaître toutes les formes d'organisation et luttes du monde et par renforcer les articulations internationales avec les organisations d'habitants existantes telles que le Front Continental des Organisations Communales (FCOC), Le Secrétariat Latinoaméricain pour le Logement Populaire (SELVI P), le Cri des Exclus, etc.

Mais aussi la mise en oeuvre d'un processus pour établir une alliance mondiale basée sur les organisations de l'Assemblée Mondiale des Habitants.

La proposition est aussi d'élargir les alliances avec les organisations syndicales, paysannes, indiennes, écologistes, de femmes, les gouvernements et les pouvoirs locaux démocratiques, etc.

PROPOSITIONS POUR LA CONSTRUCTION D'UN IDEAL COLLECTIF

1. VALEURS

- Equité, inclusion, convivialité
- Solidarité
- Ethique et responsabilité
- Liberté et autonomie
- Justice sociale, dignité et respect mutuel
- Construire un monde uni, solidaire, riche en diversité

2. TRANSFORMER

- Transformation de la pensée
- Valorisation de nos capacités et mobilisation de nos potentialités
- Développement matériel au service du développement intégral des personnes et sociétés
- Construire un monde capable d'évaluer-décider-transformer à partir de son propre héritage culturel
- Formation et enseignement
- Préparation de promoteurs sociaux
- Création/promotion d'espaces de réflexion
- Incitation de la participation populaire pour en finir avec le protagonisme des dirigeants
- Elaboration d'instruments pour la prise de décisions

3. APPLIQUER DES DROITS

- Socialisation de l'information
- Prise de conscience de nos droits

4. S'ORGANISER

- Organisation de la communauté en impulsant des projets de développement
- Fixation et priorisation d'objectifs concrets qui nous permettent d'atteindre un objectif plus large

PROPOSITIONS POUR LA CONSTRUCTION DE LA VILLE DÉMOCRATIQUE

1. VALEURS

- Solidarité, confiance, amitié
- Principe démocratique
- Réciprocité, équité (MUP, Mexico)
- Sens et vie communautaire (MUP, Mexico)
- Autonomie des organisations sociales (UPREZ, Mexico)

2. TRANSFORMER

- Pratiquer le principe démocratique
- Combattre la corruption et la dépolitisation
- Renforcer les processus éducatifs, la formation politique et la communication à la base
- Jouer un rôle sur les décisions
- Construire un Etat démocratique
- Reconstruire le pouvoir populaire
- Renforcer les espaces locaux (Municipalités)
- Lutter contre la pauvreté urbaine
- Institutionnaliser la pratique démocratique (MUP, Mexico)
- Lutter pour la non privatisation des services publics
- Construire une collaboration réelle entre les habitants et les gouvernements locaux (UPREZ)

3. APPLIQUER DES DROITS

- Défendre et élargir les droits acquis
- Exiger à l'Etat qu'il garantisse les droits constitutionnels de tous les habitants (Education, santé, logement, travail)
- Impulser la lutte pour la réforme urbaine

4. S'ORGANISER

- Construire des organisations démocratiques
- Travailler sur l'organisation populaire

- Organiser les gouvernements locaux qui prennent en compte le partenariat avec les organisations populaires (UPREZ, Mexico)

PROPOSITIONS POUR LA CONSTRUCTION D'UNE VILLE EDUCATRICE

La ville éducatrice doit être comprise comme un agent éducatif par excellence à partir de toutes les expériences et impacts éducatifs vécus en elle, et, à partir de cette reconnaissance, promouvoir l'éducation pour la convivialité démocratique, intégrale et profonde.

1. VALEURS

- Solidarité
- Convivialité harmonique et démocratique
- Respect de la diversité
- Humanisme
- Faire reconnaître le principe d'égalité pour tous et toutes
- Respecter les identités culturelles (valeurs, traditions, savoirs, métiers), les renforcer et les enrichir
- Défense de l'éducation publique, gratuite, scientifique et laïque (MUP, El Molino)

2. TRANSFORMER

- Articuler l'éducation formelle, non formelle et informelle pour la mise en oeuvre d'actions bilatérales et multilatérales d'appui aux projets alternatifs, les écoles qui se créent dans les quartiers dans une perspective d'éducation populaire
- Impulser la culture de l'éducation physique à travers le sport, comme partie substantive pour la formation intégrale.
- Promouvoir et générer des projets autogestionnaires (logement, microentreprises, travail indépendant, etc.) à partir des communautés, luttant pour que tous et toutes aient un emploi et un salaire digne et juste
- Lutter pour un environnement sain et pour l'éducation à l'environnement.
- Promouvoir des projets collectifs pour la reconstruction du tissu social qui a été détruit par les politiques néolibérales appliquées sur nos pays.
- Développer un projet éducatif alternatif au néolibéral (MUP, El Molino)
- Promouvoir l'éducation pour la tolérance (MUP, El Molino).

3. APPLIQUER DES DROITS

- Promouvoir le droit à l'information et la participation dans les prises de décisions sur les affaires publiques

4. S'ORGANISER

- Promouvoir la participation dans les prises de décisions sur les affaires publiques
- Augmenter la représentation citoyenne au moyen de la promotion de candidatures indépendantes
- Réarticuler le mouvement urbain avec les syndicats, les centrales paysannes, les mouvements étudiants et universitaires
- Impulser dans les organisations sociales la réalisation d'activités culturelles, sociales et récréatives, en reprenant les traditions des quartiers dans le but de valoriser et préserver notre histoire et notre environnement
- Impulser des propositions éducatives pour les jeunes, en particulier pour les jeunes indiens qui habitent en ville
- Promouvoir l'éducation pour la santé populaire (MUP, El Molino)
- Promouvoir l'éducation participative en tant qu'alternative populaire (MUP, El Molino).

PROPOSITIONS POUR LA CONSTRUCTION D'UNE VILLE DE L'INCLUSION

L'exclusion du système économique mondial, appelé néolibéralisme, ne touche pas seulement les enfants de la rue, les indiens ou les handicapés, mais aussi des peuples et des villes entières dans tous les continents; il y a des victimes dans l'Europe riche et pauvre, en particulier dans les ex - pays de l'Est. Les exclus et les pauvres atteignent dans le monde des millions de personnes qui n'ont pas accès au logement, aux services publiques, au travail, à l'éducation, à la santé, etc. Il semblerait que certains groupes sociaux soient les plus affectés par l'exclusion: les indiens et les handicapés.

1. VALEURS ET PRINCIPES

- Afin d'en finir avec le conformisme au moyen de la solidarité, l'équité et l'unité; la méthode pour y arriver est l'éducation populaire.

2. TRANSFORMER

- C'est une ville où il y a de la place pour tous, mais on doit commencer à la construire à partir d'en bas et à partir de la famille. La prise de conscience doit aller des parents vers les enfants et de l'organisation vers la citoyenneté.
- Il faut fournir les moyens pour que les personnes, indépendamment de leur conditions et de leur origine, aient accès au travail, à l'éducation, à la santé et au logement, et puissent réussir la socialisation avec le reste de la société.
- La priorité doit être donnée à la population la plus dépourvue, fournir un logement qui puisse être remboursé selon des conditions appropriées aux salaires ou à la capacité économique des familles.

3. APPLIQUER DES DROITS

- Respecter le droit à la vie de tous ceux qui habitent dans la ville
- Respecter les droits des personnes handicapées
- Respecter les droits des indiens

4. S'ORGANISER

Les organisations:

- Doivent être incluantes, incorporer tous et toutes, et développer la collectivité, la démocratie et la tolérance.
- Doivent s'intéresser pour que les municipalités aient une politique d'habitat qui prenne en compte les zones disponibles pourvues d'infrastructure et l'utilisation des terrains en friches.
- Doivent se doter de mécanismes de communication qui maintiennent des liens et l'échange de leurs expériences
- Doivent intégrer l'inclusion comme référence principale du travail au quotidien
- Doivent rechercher l'appui des organisations au niveau international, car la solidarité internationale pèse d'un poids plus grand sur les gouvernements locaux
- Doivent être autocritiques. Nous ne pourrions être incluants tant que nous ne serons pas autocritiques.
- Les femmes ont lutté coude à coude avec les hommes; cependant elles se retrouvent toutes seules lorsqu'elles luttent pour les lois sur l'avortement. Pour cette raison on doit impulser des processus de formation sur l'équité dirigés vers les personnes des deux sexes.
- Pour les femmes indiennes, la principale aide parmi les organisations internationales est l'échange d'expériences.

PROPOSITIONS POUR UNE VILLE HABITABLE, DURABLE, PRODUCTRICE ET EN SÉCURITÉ

1. VALEURS ET PRINCIPES

- Promouvoir de nouvelles valeurs humaines et une éthique populaire différente de "l'éthique libérale" dominante: une éthique de solidarité à tous les niveaux, y compris les victimes de la violence.
- Prendre conscience que la ville en sécurité ne peut être basée sur une discrimination d'aucune sorte.

2. TRANSFORMER

- Le développement des villes et des zones rurales doit se concevoir de manière intégrale.
- Retrouver les propositions alternatives que les organisations sociales sont en train d'impulser, les regrouper et les mettre dans une perspective politique.
- Promouvoir l'agriculture urbaine qui permet la réutilisation des déchets, le recyclage de l'eau, etc. en offrant les conditions d'un environnement durable au logement
- Responsabiliser les gouvernements sur la question des établissements humains durables
- Développer une culture de la santé et de prévention des maladies, en s'appuyant sur les expériences de médecine préventive et en s'occupant spécialement des secteurs les plus vulnérables (enfants/mères).
- Intégrer la lutte pour une vie saine dans la lutte pour le logement, la santé et l'emploi
- Promouvoir des campagnes pour que les industries de la télévision du monde entier apportent des ressources pour la santé
- Rendre visible la responsabilité des gouvernements dans le domaine de la santé publique
- Lutter pour la création d'emplois à partir de propositions alternatives et créer de nouvelles propositions productives dans nos villes
- Créer des projets socio-productifs d'approvisionnement et de logement, en partant de nos micro-expériences pour les traduire en politiques générales
- Promouvoir les sociétés coopératives en appui à l'économie solidaire avec une préparation et une formation

- Introduire des politiques d'emploi des jeunes
- Créer une économie d'inclusion
- Assumer par les habitants une sécurité collective
- Reconstruire le tissu social avec la participation des habitants organisés de la ville
- Inventer de nouveaux modes de rendre nos ville sûres sans recourir à plus de violence
- Entreprendre un mouvement global et réel de changement, en commençant par un changement de perspectives (les pauvres en sont pas violents, ils sont victimes de violences multiples).
- Promouvoir la sécurité de la société dans le contexte local, national et international
- Impulser des processus organisationnels dans le domaine de la prévention des risques et la lutte contre les désastres avec une large participation des organisations sociales, universitaires, organisations civiles et non gouvernementales
- Intégrer la participation sociale élargie dans les plans d'urgence qui doivent être du domaine public et être mis en oeuvre de bas en haut
- Inclure la préparation avant les désastres naturels dans les programmes éducatifs formels et informels
- Oeuvrer pour que les habitants abandonnent la vision dominante imposée de l'extérieur et puissent créer une vision populaire critique de la réalité
- Exiger que les désastres naturels soient analysés et ses préventions soient repensées à partir des gens eux-mêmes, en intégrant un auto-diagnostic de vulnérabilité et risque du territoire
- Pour réduire les conditions de vulnérabilité et de risque il est important de développer des programmes d'amélioration urbaine et rurale sur la base de projets participatifs de santé et de protection de l'environnement.

3. APPLIQUER DES DROITS / CADRE JURIDIQUE

- L'occupation des terrains en s'arrête pas avec le débat universitaire ni avec les mesures clientélistes. Il est indispensable d'assumer des responsabilités politiques face à ce phénomène et de ne pas détourner l'attention avec des mesures pénales ou punitives, qui en définitive finissent par violer le droit légitime: le droit à rester dans un endroit pour y vivre et produire.
- Proposer que les cadres juridiques qui régissent la protection de l'environnement, considèrent et socialisent les expériences.

- Retrouver le droit à la santé, en partant des expériences communautaires et alternatives que les habitants et les habitantes du monde ont mis en oeuvre.
- Le cadre juridique sur la santé humaine doit être inclusif: que les pauvres en soient pas exclus de l'action pour ne pas avoir de ressources pour la payer.
- Rechercher pour les activités de l'économie informelle une nouvelle légalité qui considère les intérêts populaires.
- Exiger aux gouvernements de mettre en place les règlements nécessaires à la conservation de l'environnement (MUP).

4. S'ORGANISER

Dans le domaine de la ville habitable:

- Le premier chaînon dans la construction d'une ville habitable passe inexorablement par un lieu pour construire, circuler et se divertir. L'accès au sol urbain doté de services oblige les états nationaux à mettre en oeuvre la régulation du territoire. C'est ainsi que la création de crédits, réserves foncières et incitations pour le repeuplement des centres des villes par les états doit être un postulat préalable pour développer tout Plan de développement territorial comme axe fondamental dans les projets d'habitations que nous proposons.
- Une ville habitable se construit uniquement dans un effort et un sacrifice intellectuel et physique, en y apportant toute notre énergie pour émettre des propositions transformatrices de notre réalité.

Dans le domaine de la ville durable:

- Créer des réseaux intégrés à partir des expériences développées pour faire la promotion et diffusion de nos programmes d'action.
- Articuler les expériences obtenues avec des techniciens sérieux et des spécialistes en la matière sur la base d'une relation de travail effective qui permet d'avoir des villes durables.

Dans le domaine de la ville en santé:

- Renforcer les organisations qui développent des alternatives de santé, en promouvant la réalisation d'ateliers ou forums.

Dans le domaine de la ville productrice:

- Décentraliser les services publics, avec des ressources nationales, régionales et locales, afin de limiter les actions de privatisation

Dans le domaine de la ville en sécurité:

- Promouvoir la création d'un réseau international pour la prévention et résorption des désastres.
- Les plans d'urgence ne doivent pas être technocratiques ni bureaucratiques et ils doivent inclure la participation sociale élargie à partir des communautés affectés.
- Pour changer la perspective et agir sur les véritables causes et non pas sur les conséquences les plus visibles, nous devons aussi pouvoir compter sur:
 - une assistance juridique adéquate a la porté de tous,
 - une administration publique éthique et et déontologique,
 - le respect des autres.

PROPOSITIONS POUR LE RENFORCEMENT DE L'ORGANISATION ET DES STRATEGIES D'ACTION INTERNATIONALES

1. VALEURS ET PRINCIPES

- Les organisations sociales doivent être plurielles, construisant des collectifs; autonomes, démocratiques, autogestionnaires et non dogmatiques.

2. TRANSFORMER

- Progresser dans l'occupation des espaces de prise de décisions politiques.
- Développer des propositions de planification et gestion participative
- Stratégiquement, nous, organisations sociales de base, devons développer des actions et des conceptions qui consolident notre vocation de pouvoir. C'est-à-dire, des actions et des conceptions qui conduisent nos organisations populaires à occuper avec détermination les espaces de décision des politiques publiques.
- Il est fondamental de jeter des ponts de communication entre les différentes luttes et leurs situations, non seulement pour être informés, mais aussi pour se connaître et lutter contre la mondialisation, recréer la citoyenneté; que l'être humain mutilé, abusé et utilisé, ne soit plus un objet mais un citoyen.
- Chaque pays doit être solidaire avec ceux qui ont besoin d'un appui international; il est nécessaire d'établir des appels solidaires parmi les organisations afin de faire pression sur les gouvernements.
- Développer toutes les formes d'échange d'expériences de manière bilatérale ou multilatérale, de manière que nous puissions nous connaître entre organisations, partageant propositions et solutions à nos problèmes communs.
- Participer aux actions, rencontres et campagnes dans lesquelles nous apportons, depuis notre travail spécifique en tant qu'habitants, nos processus collectifs et nos propositions.
- Utiliser les espaces internationaux ouverts par les Nations-Unies, tels que le Comité des Droits économiques, sociaux et culturels, et autres organismes internationaux. Nous participerons à partir des comités nationaux pour Istanbul +5 et, en cas d'impossibilité dues aux conditions nationales, nous participerons de manière alternative.

3. APPLIQUER DES DROITS / CADRE JURIDIQUE

- Impulser des propositions pour transformer les cadres juridiques et normatifs à partir d'une perspective populaire.

3. S'ORGANISER

- Il est nécessaire de renforcer l'économie solidaire, dans laquelle nous habitants nous soyons autogestionnaires et en conséquence créateurs de notre propre projet.
- Développement de l'organisation en impulsant fortement les capacités d'articulation aux niveaux suivants:
 - a) développement d'articulations sur le plan sectoriel, depuis le niveau local jusqu'au national;
 - b) développement d'articulations sur le plan intersectoriel (habitat, santé, éducation, syndicats, étudiants, etc.), depuis le local jusqu'au national;
 - c) développement d'articulations au niveau sectoriel sur le plan régional et international
 - d) développement d'articulations au niveau intersectoriel, au niveau global ou globalisation de la solidarité populaire;
 - e) à travers les processus d'articulation ci-dessus mentionnés, potentialiser et renforcer les identités locales et sectorielles.
- Reconnaître toutes les formes d'organisations et luttes du monde et renforcer les articulations internationales d'habitants déjà existantes tels que le Front continental d'organisations comunales (FCOC), le Secrétariat latinoaméricain pour le logement populaire (SELVIP), le Collectif interafricain des habitants (CIAH), la Coalition asiatique pour le droit au logement (ACHR) et la Coalition internationale de l'habitat (HIC).
- Mettre en oeuvre un processus pour établir une alliance globale basée sur les organisations de l'Assemblée mondiale des habitants.
- Nous élargirons nos alliances avec des organisations syndicales, paysannes, indiennes, écologistes, féministes, gouvernements et pouvoirs locaux, etc..
- Utiliser pour l'articulation internationale tous les instruments électroniques possibles: annuaire de base, portal, courrier électronique, téléconférences, etc.
- Pour soutenir le processus de construction et les activités de ce réseau global il faut que les organisations sociales disposent de ressources produites sur trois niveaux:

- a) propres et solidaires;
 - b) à partir des politiques sociales publiques;
 - c) à partir des agences externes (Nations-Unies, Union européenne, fondations, etc.).
- HIC et l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, coordonneront ce processus.

III. DOCUMENTS COLLECTIFS PRÉPARATOIRES

23 mai 2000

CHARTRE AFRICAINE DE PARTENARIAT ENTRE **HABITANTS ET COLLECTIVITES LOCALES**

CONTEXTE D'ÉLABORATION DE LA CHARTRE

La Charte Africaine du Partenariat énonce une série de principes directeurs définissant ensemble les conditions d'un partenariat authentique entre les habitants et les collectivités locales.

Les principes directeurs sont nés de l'expérience concrète. Ils sont le résultat de la confrontation d'expériences venues de toute l'Afrique. Cette confrontation a permis de découvrir que les conditions d'un partenariat authentique étaient partout les mêmes.

La Charte a été élaborée du 12 au 16 mai 2000 par un forum interafricain des habitants regroupant 40 personnes, représentant des organisations de base venant de 15 pays d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Sud. 8 de ces pays sont francophones (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo) et 7 anglophones (Afrique du Sud, Namibie, Nigeria, Tanzanie, Uganda, Zambie, Zimbabwe).

Le forum s'est réuni à Windhoek (Namibie), à l'occasion de la deuxième édition d'Africités, rencontre des maires de toute l'Afrique. L'initiative de cette réunion a été prise par le CIAH (Collectif Inter Africain des Habitants) pour l'Afrique francophone, par HIC (Habitat International Coalition) pour l'Afrique anglophone et par la FPH (Fondation Charles Léopold Mayer).

Le forum a bénéficié des efforts menés depuis de longues années dans différents continents pour faire reconnaître les initiatives, les capacités, la créativité et les savoirs des habitants des quartiers les plus pauvres des villes. Il s'est nourri de l'expérience d'innombrables organisations de base, particulièrement actives en Afrique du fait des traditions communautaires et des carences des pouvoirs publics. Il a bénéficié aussi de tous les efforts

extérieurs visant à énoncer des principes fondant un partenariat réel entre habitants, collectivités locales et professionnels et à faire reconnaître que la construction et la gestion des villes repose sur l'équilibre entre ces trois pieds, comme les trois pieds d'une marmite.

La Charte énonce des principes directeurs, non des modalités concrètes. Ces modalités, conformément au principe de diversité, doivent être inventées, précisées, concrétisées dans chaque contexte particulier. En adhérant à la Charte Africaine du Partenariat, une collectivité locale s'engage donc à travailler avec la population et les communautés de base pour définir les modalités concrètes de mise en œuvre de la Charte, par un processus de travail collectif visant à élaborer des règles du jeu locales du partenariat. Ces règles pourront être consignées dans une charte locale du partenariat.

Au cours de ce processus, chaque principe énoncé dans la charte sera analysé et traduit par une règle concrète en prenant en compte les habitudes, la culture et les apprentissages du partenariat existant déjà dans la société locale concernée. L'ensemble de ces règles fera l'objet d'une évaluation périodique en vue de son amélioration.

PREAMBULE

Nous, habitants des villes d'Afrique, saluons cette rencontre "Africités" de mai 2000 et y voyons une espérance : l'affirmation, par les collectivités locales, que nous formons un seul continent.

Nous nous félicitons des progrès réalisés dans l'autonomie des collectivités locales africaines. Cela devrait permettre de rapprocher les pouvoirs publics de la population, mais ne se fera pas si les habitants des villes africaines ne sont pas associés aux discussions des collectivités locales.

Nous attendons surtout que cette autonomie se traduise par une meilleure gouvernance, plus de transparence, une meilleure réponse à nos besoins essentiels.

Nous constatons, en échangeant nos expériences entre habitants des pays d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Sud, la diversité et l'intelligence des initiatives prises par les habitants pour répondre à leurs besoins criants : accès à la terre et au logement, assainissement et hygiène, environnement et espace public, éducation et formation professionnelle, création d'emplois, sécurité urbaine, systèmes d'épargne et de crédit...

Mais nous ne voulons pas non plus que ces initiatives soient l'occasion pour les pouvoirs publics de se décharger de leurs responsabilités. Les populations ne sont pas en mesure de faire face seules et ne le souhaitent pas.

C'est pourquoi nous en appelons avec force à un réel partenariat avec les collectivités locales, fondé sur le respect mutuel et sur des principes clairs. Nous les proposerons aussi aux autres partenaires publics et privés.

A. SE RECONNAÎTRE MUTUELLEMENT

Les organisations de base, formelles ou informelles, sont une forme de représentation de la population. Elles agissent dans l'intérêt de celle-ci, en font émerger une parole collective, et ont à rendre des comptes à la communauté tout entière. Les autorités locales de leur côté, issues d'une élection démocratique, constituent une autre forme de représentation de la population. Elles doivent reconnaître mutuellement leur légitimité. La reconnaissance mutuelle est un préalable au partenariat. Les communautés de base ne se battent pas pour conquérir du pouvoir, mais pour faire reconnaître leur rôle.

La reconnaissance des communautés implique aussi la reconnaissance de leur histoire, de leur organisation et de leur culture. Il ne s'agit pas d'idéaliser la tradition, mais de la revisiter. Elle joue souvent un rôle essentiel de cohésion de la communauté et de prise en charge de nombreux problèmes : la répartition des terres, la gestion des conflits sociaux, l'éducation, etc.

Dans les faits, les communautés de base assurent des services sans l'intervention des collectivités locales. La reconnaissance de la valeur de leur travail et de leurs compétences les renforce dans la volonté et la capacité de le faire.

La plupart des communautés de base ont besoin d'un appui extérieur de la part des collectivités locales ou des ONG, dans des domaines tels que la gestion et l'organisation, mais doivent être en mesure d'exiger que cet appui extérieur ne vienne pas leur imposer des modèles qui ne seraient pas les leurs. Le renforcement des communautés de base doit leur permettre de mieux identifier, relier et hiérarchiser leurs besoins.

Des réseaux, des alliances et des fédérations de communautés de base, à différents niveaux, permettent de construire ensemble l'information dont ils ont besoin, d'échanger leurs expériences et de s'apporter mutuellement leur appui.

La reconnaissance suppose également la prise en compte de la diversité à l'intérieur des communautés de base et des organisations propres aux différents milieux tels que les femmes, les jeunes, les vieux...

B. ORGANISER LES COLLECTIVITES LOCALES EN VUE DU PARTENARIAT

Le partenariat entre collectivités locales et habitants peut être rendu impossible si le fonctionnement concret des structures ne le permet pas, même si les élus et les responsables le souhaitent ardemment. Il faut donc que les partenaires, élus locaux et communautés, vérifient que les conditions de réussite sont ou seront réunies. Les difficultés les plus fréquemment rencontrées, et qui doivent être surmontées, sont :

- les services publics locaux ne sont pas préparés au dialogue ; ils restent enfermés dans leur langage et leur manière de penser. Une formation à l'écoute, au dialogue, au respect de l'autre, à la négociation est alors nécessaire.
- La communication passe mal ; l'information utile n'est pas donnée aux habitants, ou elle est donnée dans une forme difficilement compréhensible par les catégories les plus pauvres : l'écrit, la langue, les mots utilisés. La mise en place d'un système d'information adapté aux besoins des communautés est alors nécessaire pour réunir des conditions de confiance mutuelle.
- Le rôle légal des collectivités locales est trop limité et ne permet pas d'aborder sérieusement les questions qui préoccupent les habitants. Ceux-ci se voient imposer un découpage de leurs préoccupations, qu'ils ne comprennent pas. Il faut alors envisager des manières nouvelles de travailler entre Etat et collectivités locales ou un élargissement de leurs responsabilités.
- Les services de la municipalité sont trop compartimentés : les problèmes de santé, de logement, d'éducation... sont traités séparément alors que pour les habitants elles forment un tout. Il faut alors un changement des structures municipales pour que les communautés aient un interlocuteur dans la municipalité qui puisse traiter avec eux l'ensemble de leurs problèmes ; l'expérience prouve que les conseillers municipaux ne peuvent pas jouer ce rôle.

- Les financements publics ne collent pas bien aux besoins de la population, ils sont affectés de façon trop rigide, ils ne permettent pas à la municipalité de prendre des engagements au-delà d'un an, etc.... Il faut alors soit modifier les règles, soit créer de nouvelles structures, soit faire appel à d'autres types de financement (aide étrangère, financement privé...)

C. CONSTRUIRE LE PARTENARIAT

Le partenariat suppose la confiance mutuelle. Celle-ci, à son tour, résulte de l'apprentissage que font les collectivités locales et la société civile de leur rôle dans le processus de développement.

Le partenariat ne peut demeurer informel. Il nécessite des lieux et un cadre de dialogue. Il doit se traduire par des obligations contractuelles fondées sur l'identification des capacités et des potentialités de chacun.

Le partenariat doit reposer sur un processus participatif d'élaboration des décisions et de gestion des projets. Co-produits de cette manière, ils sont appropriés et ont un résultat durable.

Les règles du jeu du processus de décision lui-même doivent être élaborées en commun.

L'élaboration de budgets participatifs, à partir des communautés de base selon une démarche ascendante, est un bon outil d'apprentissage de la citoyenneté et d'une participation active.

La transparence de l'information, du processus de décision, de l'établissement des priorités, des stratégies et de l'action doit être la règle pour tous les partenaires.

Les partenaires, en prenant des décisions en commun, s'obligent à se rendre des comptes, les uns aux autres et au public.

D. FINANCER LES ACTIONS PARTENARIALES

La préparation participative des budgets permet de consolider la citoyenneté. Mais c'est le suivi des budgets qui crée les conditions de la confiance. Les dotations globales aux quartiers avec un suivi transparent des dépenses sont une bonne solution. Il faut que les comptes soient simples, accessibles à des personnes ayant un niveau faible de formation et que les habitants soient en mesure d'apprécier l'utilité et l'efficacité des dépenses.

Le partenariat a, toujours ou presque toujours, une dimension financière associant la collectivité locale, les habitants eux-mêmes et d'autres - souvent des agences d'aide étrangère - au financement des projets partenariaux. Ce mélange des financements responsabilise les communautés et joue un rôle positif dans la bonne appropriation des projets. Mais il faut pour cela que plusieurs conditions soient remplies :

- que les modalités d'épargne et de remboursement soient adaptées aux moyens de la population ;
- que les habitants restent maîtres de l'usage de leur argent et, en particulier, du choix des professionnels aidant à la conception ou à la réalisation des projets ;
- que cela ne conduise pas la collectivité à se décharger de sa responsabilité ou à devenir un promoteur commercial ;
- que l'aide internationale n'impose pas, en échange de son argent, des priorités qui ne soient pas celles des habitants.

E. AGIR A UNE ECHELLE PLUS VASTE

Les relations entre les autorités locales et les habitants sont largement dépendantes de facteurs extérieurs, notamment ceux qui conditionnent la capacité des collectivités locales à fournir des services, comme les programmes d'ajustement structurel.

Cependant, les relations entre les autorités locales et les habitants sont renforcées si ces derniers sont impliqués dans l'élaboration des politiques qui

influencent leur vie. Quand les communautés de base ont les moyens de comprendre leurs problèmes, elles deviennent capables de trouver des solutions réalistes aux défis auxquels elles sont confrontées.

En s'organisant en réseaux et alliances à l'échelle nationale ou à celle de l'Afrique, elles se dotent d'un réel pouvoir d'influence.

En parlant d'une seule voix, nous nous ferons entendre.

POUR DES VILLES JUSTES ET DEMOCRATIQUES

BELO HORIZONTE, 7, 8 et 9 juin 2000

Le Secrétariat Latino Américain pour le logement populaire, a organisé le séminaire "Quand les habitants repensent la Ville", les 7,8 et 9 juin 2000, à Belo Horizonte, MG au Brésil, rencontre préalable à l'**Assemblée Mondiale des Habitants** afin de présenter publiquement ses propositions et réaffirmer son engagement de lutte et de construction villes justes et démocratiques.

Nous voulons des villes: habitables, de l'inclusion, éducatrices, en santé, durables, solidaires, sûres, démocratiques, productives et agréables.

Pour les construire, des changements structurels sont nécessaires, qui puissent sortir nos pays du néolibéralisme qui ont seulement accru les inégalités sociales et la concentration de la richesse, pour aller vers une société plus juste, dans laquelle les richesses et le territoire appartiennent à tous.

Voici les principaux instruments de cette "aide mutuelle" des habitants:

- Participation populaire à tous les niveaux, avec des mécanismes de gestion et de contrôle social de la politique publique, au moyen de conseils, de budgets démocratiques, d'instruments de fiscalisation et de décision de l'utilisation des ressources publiques, qui priorise le citoyen et empêche la corruption.
- Programmes auto-gestionnaires dans lesquels la société civil organisée soit le sujet des politiques publiques.
- Stimulation à l'organisation, à la valorisation de l'identité culturelle de chaque peuple, à la promotion pour la valorisation de soi et à l'identification des habitants comme citoyens à part entière.
- Revalorisation de l'espace public comme espace de citoyenneté pour tous, en inversant le processus d'abandon de l'espace public au profit de l'espace privé.
- Démocratisation de la ville, en garantissant la décentralisation des opportunités, en inversant le processus d'exclusion territorial et en occupant les espaces libres de la ville pour le logement populaire;
- Des politiques de l'habitat qui garantissent la pleine réalisation du droit au logement en tant que droit humain, à travers la régularisation des quartiers, la législation non excluante, la production de logements à l'intérieur de la trame urbaine.
- Comprendre qu'un logement décent est une maison avec des qualités et du confort, avec toute l'infrastructure et les services publics, proche des équipements sociaux, des loisirs et de la culture, du transport et des emplois.
- Des politiques d'éducation qui forment un citoyen conscient de ses droits et apte à produire.
- Combattre l'exclusion sociale avec des politiques génératrices d'emploi;
- Création de politiques qui réduisent les inégalités des femmes, avec des processus auto-gestionnaires dans lesquels la femme est la protagoniste;

- Combattre la violence urbaine, à travers la valorisation de l'espace public et des politiques de l'inclusion, qui favorisent en priorité les jeunes, au moyen de formations, d'offres d'emplois, des loisirs et du sport.
- Construction de politiques urbaines et de production durable;
- Défense de l'environnement urbain, intégrant l'être humain et la nature, construisant des alternatives écologiquement équilibrées.

Nous appelons la population, les autorités publiques, les universités, les mouvements populaires, les Eglises et les Syndicats pour cette gigantesque construction mutuelle.

Belo Horizonte, 9 Juin 2000



Résolution finale

Berlin, 6 juillet 2000

Nous, les Héros Locaux participants à la réunion des mouvements sociaux urbains du 3 au 6 juillet 2000 à Berlin, nous pensons que les considérations, principes et postulats des représentants des gouvernements et des grandes villes réunis à URBAIN 21 sont en grande partie dépourvues de sens. D'après notre opinion, la méga-conférence URBAIN 21 a seulement proposé des généralités qui ne mèneront pas à des résultats concrets. Le fait que des millions de marks allemands aient été dépensés pour dire des choses telles que : "Nous vivons dans un monde de grande diversité..." est un scandale.

Si les organisateurs de la conférence auraient voulu vraiment aider les villes et les personnes qui y vivent, ils auraient demandé fortement aux gouvernements à mettre en oeuvre l'Agenda Habitat, à augmenter substantiellement les fonds destinés à la coopération dans le secteur urbain et à supprimer la dette des pays les plus pauvres. Selon notre vision, URBAIN 21, sous le prétexte de se préoccuper pour la pauvreté et la participation citoyenne, ouvre en réalité le chemin à plus de privatisation des services publics, logements, services de santé, écoles, eau et assainissement.

Nous demandons aux gouvernements de tous les pays qu'ils n'organisent plus de conférences comme celle d'URBAIN 21, à moins que les habitants et leurs organisations sociales soient pleinement impliqués dans la conférence depuis sa phase préparatoire jusqu'à la formulation des accords finaux.

Conclusions de l'Atelier 1

"Une ville pour tous – Sans exclusion ni discrimination"

Ceux qui sont au pouvoir, ceux qui décident sur et pour les citoyens, obligent nos villes à rivaliser. La valorisation spectaculaire des quelques zones urbaines s'accompagne de la destruction des réseaux sociaux, marginalisant les pauvres de leur contexte social. Les pauvres, les exclus de la société basée sur la rivalité, sont perçus comme le résultat de leur auto-exclusion, ou comme une menace criminelle laquelle doit être limitée au moyen de stratégies de tolérance zéro.

La demande de plus de pouvoir (*empowerment*), dans le sens d'augmenter les forces de chacun, en doit pas être associée à une culpabilisation des exclus pour leur misère, et ne doit pas permettre à l'Etat d'ignorer sa responsabilité politique sur la question de l'inégalité sociale. Le renforcement de pouvoir (*empowerment*) devrait permettre aux exclus de s'opposer aux intérêts dominants.

Conclusions de l'Atelier 2

"Le logement est un droit civil"

Nous avons été vivement encouragés par la participation de nombreuses ONG et organisations sociales dans la Conférence des Héros Locaux. Nous sommes convaincus qu'en maintenant notre coopération nous pourrions avoir un impact significatif sur les politiques locales, nationales et internationales dans le domaine des établissements humains.

Un des problèmes identifiés, communs à la plupart des pays européens, est la dérégulation des acquis sociaux et la privatisation du logement social et public. La manière avec laquelle la philosophie du marché libre s'est introduite en Europe Centrale et de l'Est a eu des conséquences désastreuses.

Conclusions de l'Atelier 3

"Pouvoir local et Développement – Stratégies pour rendre le pouvoir aux communautés"

L'expérience acquise par notre travail dans différentes régions des quatre continents nous amène à conclure que les gouvernements n'ont fait aucun effort depuis la Conférence Habitat II pour installer des mécanismes de stimulation de la participation populaire ni pour permettre la prise de décisions depuis la base, selon les désirs des citoyens.

Nous allons continuer à lutter pour une véritable participation pour garantir le développement durable, la justice sociale, l'écologie saine, l'égalité d'accès à l'éducation, la culture et la santé, ainsi que la redistribution des revenus. Nous croyons en notre devoir d'éduquer nos enfants comme des citoyens pourvus du sens des responsabilités pour notre futur commun.

Suivi

Nous allons présenter la question de la dérégulation des acquis sociaux et la privatisation du logement social et public à la réunion européenne des Ministres du Logement à Paris, en septembre 2000, conjointement avec notre demande pour des politiques alternatives orientées en priorité vers la protection des habitants.

En octobre 2000 aura lieu à Mexico l'Assemblée Mondiale des Habitants. Préalablement à cette rencontre, nous voulons établir un réseau européen d'échange d'opinions sur des thèmes concrets et contribuer à organiser des campagnes à une échelle globale. Afin de faciliter cet échange et d'accélérer notre prise de décisions, nous avons établi plusieurs sites Web sur Internet. Les pages Web serviront, entre autre, à recueillir et diffuser l'information sur la situation dans différents pays, afin d'attirer l'attention sur les thèmes des femmes et surtout pour discuter des politiques de dérégulation du logement dans plusieurs pays.

ASSEMBLEE NATIONALE DES HABITANTS ET HABITANTES

DECLARATION DE XALAPA, VERACRUZ, MEXIQUE

22-23 JUILLET 2000

Nous les organisations du mouvement urbain populaire des Etats de Sinaloa, Nayarit, Zacatecas, Coahuila, Queretaro, Hidalgo, Oaxaca, Etat de Mexico, Distict Fédéral, Puebla et Veracruz, nous avons participé à l'ASSEMBLEE NATIONALE DES HABITANTS ET HABITANTES afin de:

- Réfléchir sur la ville que nous voulons et contribuer à la construction d'un idéal collectif.
- Poser les bases pour promouvoir des alliances stratégiques et construire des réseaux d'échange avec différentes organisations et mouvements sociaux aussi bien au niveau national qu'au niveau international.
- Mettre en commun des stratégies et des mécanismes de coordination pour renforcer notre interaction d'ensemble pour la défense de nos droits humains en général à travers la pression et la négociation.

Après un large débat nous sommes arrivés à la déclaration suivante:

1. Les villes ont été construites par leurs propres habitants sans qu'ils aient pu profiter du fruit de cet effort, nous revendiquons que les villes soient pour tous les habitants et qu'elles doivent être repensées comme des villes démocratiques, sûres, de l'inclusion, équitables, éducatrices, habitables, durables, en santé, agréables et productives.
2. Nous reconnaissons l'importance de commencer un processus de réarticulation de nos organisations au niveau national, ainsi que de rassembler d'autres organisations qui développent un important travail dans d'autres états et d'autres mouvements sociaux démocratiques.
3. Promouvoir la systématisation de nos expériences en valorisant nos erreurs et certitudes, mais aussi l'échange d'expériences qui renforce la construction d'un tissu social basé sur la solidarité, la démocratie et une culture et éthique politique différente.
4. Nous assumons la responsabilité de la construction du pays et de la ville que nous voulons pour lesquels il est nécessaire d'élaborer un Programme Social et un projet stratégique qui nous ouvre une perspective à long terme, en incluant la prévention des désastres basée sur la gestion démocratique du territoire.
5. La construction de notre parole collective doit impliquer l'alliance stratégique avec les organisations non gouvernementales et avec les universités, en les obligeant à un véritable engagement.

6. Nous revendiquons le principe d'autonomie des organisations face aux partis politiques et au gouvernement, pour cela nous considérons important l'évaluation de la relation partenariale.

7. Face à la globalisation qui nous est imposée par le système économique actuel, nous revendiquons la globalisation depuis les organisations sociales pour construire un monde d mocratique, équitable, durable et solidaire.

8. Nous assumons l'engagement d'impulser l'ASSEMBLEE MONDIALE DES HABITANTS ET HABITANTES dans une perspective de rassembler les forces des initiatives internationales telles que le Cri des Exclus, la Marche Mondiale des Femmes et le Jubilé 2000.

FORUM AMÉRIQUE LATINE HABITAR 2000

CHARTE DE SALVADOR

Recommandations de la Rencontre des Habitants d'Amérique Latine

pour de meilleures conditions de l'habitat Salvador, 18 mai 2001

Nous, les habitants des villes latinoaméricaines, réunis dans le Forum Habitar 2000, à Salvador de Bahia, Brésil, nous recommandons à l'Etat, aux entités populaires et communautaires, aux universités et techniciens, au secteur privé et à nous-même, des mesures nécessaires pour la construction d'une ville juste, durable et démocratique.

Nous considérons que l'accès à un logement de qualité est restreint et limité par un système socio-économique déterminé par une logique lucrative et de marché. Ces circonstances, que l'on rencontre dans toutes les villes latinoaméricaines malgré les différences apparentes, ont besoin d'être profondément transformées et substituées par un système qui favorise la justice sociale et la qualité de vie.

A L'ETAT

(national, regional ou provincial et au pouvoir local)

- 1) Considérer le logement comme un droit social et non comme une marchandise.
- 2) Rendre publiques les politiques urbaines et d'habitat.
- 3) Garantir la participation populaire dans les définitions des politiques urbaines et d'habitat.
- 4) Création et mise en oeuvre de Conseils et instruments décisionnels pour les politiques d'aménagement urbain et d'habitat, qui puissent garantir la participation égalitaire des bénéficiaires et des autres participants au système. Ces mécanismes doivent être construits à partir d'un processus démocratique de discussion, en incluant tous les secteurs de la politique urbaine, avec une enveloppe budgétaire pour garantir son autonomie.
- 5) En vue d'une politique de gestion urbaine et d'habitat continue et large, il ne faut pas donner la priorité au nombre d'unités réalisées au détriment de l'amélioration de la qualité des logements et de l'urbanisme des quartiers, y compris l'infrastructure et les équipements sociaux.

- 6) Mettre en oeuvre des politiques et une législation qui empêchent et/ou stoppent la spéculation immobilière.
- 7) Constituer et réglementer des Fonds de financement pour le logement, constitués de différentes manières, qui puissent aider directement le noyau familial et qu'ils soient administrés par les Conseils proposés et mentionnés au 4).
- 8) Des politiques d'habitat intégrées aux politiques de gestion des emplois et redistribution des ressources qui tendent à modifier la situation sociale des quartiers.
- 9) Une régularisation juridique territoriale des quartiers populaires qui garantisse le droit de propriété à ceux qui les habitent, à travers les mécanismes constitutionnels existants ou d'autres qui pourront être créés.
- 10) Exiger que les organismes de planification prennent en compte le contexte existant dans les quartiers pour lesquels une intervention est prévue, en donnant la priorité aux processus d'urbanisation et de régularisation.
- 11) Créer des programmes d'habitat pour toutes les familles qui en ont besoin, en offrant une attention spéciale aux plus vulnérables.
- 12) Donner la priorité aux programmes de production sociale de logements (autogestion, coopératives, etc.) afin d'éviter les intermédiaires qui, généralement augmentent le prix du produit final en négligeant la qualité.
- 13) Transparence dans les processus d'appel d'offre publique pour les logements et les infrastructures, selon des critères techniques et démocratiques.
- 14) Garantir l'assistance technique interdisciplinaire, spécialement l'ingénierie et l'architecture, comme un service public pour les familles pauvres et réaliser des projets d'intervention dans les quartiers populaires avec une conception participative.
- 15) Contrôle social pour garantir la qualité et le confort des logements populaires, en évitant les projets répétitifs et respectant les particularités des quartiers et de chaque famille.

- 16) Exécution de grands équipements urbains dans les quartiers populaires afin de mieux les inclure dans la ville.
- 17) Preservation des logements dans les centres et zones historiques, en conservant leurs habitants traditionnels et en les formant pour une meilleure insertion dans l'économie locale.
- 18) Un effort particulier doit être fait lors de l'urbanisation des espaces libres, afin d'améliorer la qualité de vie et stimuler l'organisation communautaire.
- 19) Garantir que les ressources internationales destinées aux projets de logement populaire, n'imposent pas des conditions étrangères aux intérêts de la communauté locale.
- 20) Garantir l'application des impôts ou autres instruments fiscaux qui récupèrent la taxe foncière des immeubles et terrains privés qui a son origine dans les investissements publics d'amélioration des zones privilégiées. Ces revenus doivent s'appliquer à des investissements dans les quartiers pauvres.

Aux entités du mouvement populaire et communautaire

- 21) Articuler avec l'Etat, les universités et les ONG l'appui technique sur tous les points nécessaires à l'amélioration de la qualité de vie.
- 22) Préserver l'autonomie et l'indépendance politique des organisations du mouvement populaire et communautaire liées aux institutions proches (pouvoirs publics, ONG, Universités, etc.).
- 23) Renforcement des liens d'intégration organiques des organisations du mouvement populaire au niveau local, national et international.
- 24) Inciter la participation des organisations du mouvement populaire dans les instances publiques qui décident des interventions sur l'environnement (ex: conseils municipaux, régionaux ou nationaux), en incluant l'organisation de commissions de la l'Agenda 21 et Habitat + 5 entre autres.
- 25) Intérêt pour la formation et renouvellement des dirigeants afin de garantir efficacité et continuité des mouvements.

Aux habitants

- 26) Se sentir responsables de la qualité de vie dans les quartiers.
- 27) Contribuer à la concertation des décisions en répondant à l'appel de la population.
- 28) Respecter et préserver le patrimoine collectif.

- 29) Participer dans les associations d'habitants ou dans les entités similaires.
- 30) Eviter tout type de manipulation et de cooptation qui vienne des secteurs étrangers aux désirs de la population, particulièrement des politiciens clientélares et populistes.

**Aux universités et techniciens qui travaillent sur les problèmes
du logement populaire**

- 31) Considérer les habitants et leurs représentants comme des alliés qui doivent participer dans toutes les étapes de conception et exécution de politiques et programmes d'habitat.
- 32) Prendre en compte la contribution qui peut être obtenue de l'expérience vécue des habitants et de leurs dirigeants pour le succès des politiques et des projets.
- 33) Reconnaître le savoir populaire comme complémentaire au savoir technique.
- 34) Incorporer dans les projets les besoins des différents groupes ethniques et culturels, jeunes, femmes, personnes âgées, handicapés, etc.
- 35) Lier l'enseignement aux étudiants à la réalité de la ville dans laquelle ils vivent, sans oublier les zones qui furent constituées en dehors du savoir technique.

Aux entreprises du secteur privé

- 36) Contribuer au développement social avec des plans de financement de logements pour des familles de faibles ressources, en accord avec la capacité de remboursement des membres de la famille.
- 37) Définir les coûts des logements et de leurs plans de financement, en appliquant des critères de justice sociale et d'équité.
- 38) Garantir la qualité des logements construits, selon la taille, les services de base, les équipements collectifs et l'environnement.
- 39) Réduire le bénéfice attendu dans le but de faire que les familles obtiennent un logement décent au moindre coût.

SEMINAIRE INTERNATIONAL
PRODUCTION SOCIALE DE L'HABITAT ET NÉOLIBÉRALISME:
LE CAPITAL DES GENS VERSUS LA MISERE DU CAPITAL

DÉCLARATION DE MONTEVIDEO

Aux habitants d'Amérique Latine:

Dans la ville de Montevideo, durant la première semaine d'octobre de 2001, délégations venant de divers pays de notre continent se sont mises d'accord pour que le futur puisse et doive se vivre dans la dignité.

Depuis des dizaines d'années nous les habitants et les techniciens engagés du continent avons bâti des millions de mètres carrés, nous avons élargi les réseaux de services communautaires et les équipements collectifs. Nous nous sommes affranchi pour que nos lieux soient sûres et et sains et, dans la mesure de nos possibilités, nous avons transformé la terre aride en agréable logement

Nous avons construit la Vie dans les territoires urbains, avec force savoirs, cultures et mémoires anciennes. Nous avons accumulé des générations de mains cailleuses et aptent à la lutte pour la défense de notre place dans le monde.

Nous avons aussi su nous regarder et nous reconnaître, placer notre regard sur le reste du monde pour qu'à chaque fois il soit moins large et moins éloigné.

Cependant pour nos gouvernements nous ne restons qu'une statistique, une prébende et clientèle électorale, ou simplement les pauvres types, les moins que rien, l'odeur des faubourgs, les péquenos, les gueux , visages sans nom, sans-papiers qui peuvent passer du festin électoral à l'expulsion violente sans étape intermédiaire.

La vague expansive neolibérale est en train d'écraser sur son passage l'accumulation d'années de travail de nos gens. Le marché transformé en maître et seigneur de l'univers détermine les règles du jeu, bouscule toute référence à la culture, l'histoire et les particularités de nos peuples.

L'empire est toujours l'empire. Les faibles articulations régionales sont absorbées par la voracité de l'ALCA. Les veines sont toujours ouvertes drainant nos richesses vers les métropoles, appauvrissant nos peuples jusqu'à des niveaux impossibles à imaginer.

Chaque jour meurent 4000 enfants sur notre continent, 3 familles sur 4 n'ont pas de travail ou se trouvent sur le point de perdre ce qu'elles ont. Au dernier coup de minuit d'aujourd'hui on aura enregistré vingt mille expulsions, gens dans la rue mourant de froid, de faim ou tout simplement morts sans rubrique nécrologique, sous le nez complice des gouvernements cipayes.

Aujourd'hui le monde occidental et peu chrétien s'apprête à la guerre, on fête les rituels de combat et on affute les bayonnettes. Derrière les caméras de CNN, les trafiquants d'armes comptent les profits à la minute. C'est dommage que ce déploiement n'ait pas eu lieu pendant les génocides des Videlas, des Pinochets, des Stroessner, l'infâmie séculière du Plan Condor.

Sous ces ruines, nous aussi nous avons perdu beaucoup de nos frères, et nous les cherchons toujours, sans matériaux sophistiqués, simplement avec un mouchoir blanc sur la tête chauve.

Les habitants et techniciens ici réunis nous fêtons notre rencontre dans l'Espoir. Nous la fêtons dans l'engagement de ratifier le rôle de l'état national comme articulateur des politiques et des décisions sur les besoins des gens. Nous refusons l'expropriation obligée des appétits privatisateurs. Nous réclamons une attention prioritaire pour la fourniture de facteurs indispensables à la vie tels que la santé, l'éducation et le logement.

Nous soulignons la question fondamentale du travail, comme source de vie et de dignité, comme élément dynamisateur des économies et axe irremplaçable de la juste répartition des richesses.

Les habitants réunis à Montevideo, redécouvrons notre capacité de constructeurs et nous allons promouvoir une consultation exemplaire à travers le Groupe de Travail sur la Production sociale de l'habitat. Ce dit groupe coordonné à travers la Coalition internationale de l'habitat et son bureau de Mexico, s'attachera dans l'espace des réunions à venir, à rassembler les expériences de notre continent afin de donner plus de visibilité à notre proposition. Dans le prochain Forum Social Mondial de Porto Alegre, nous ferons entendre notre voix et nous nous réunirons à nouveau pour tirer les leçons.

Pour avancer sur le chemin de la lutte nous devons apprendre de nos pratiques quotidiennes. Pour lutter contre l'exclusion et la misère nous devons passer à l'offensive sur le terrain stratégique et au niveau idéologique. Pour cela nous nous sommes proposés de développer l'instrument d'action qu'est le SELVIP, en renforçant depuis la base jusqu'aux nouvelles articulations qui peuvent surgir.

Nous avons approuvé la création d'une Ecole internationale de formation idéologique qui contribuera à grande échelle au développement du processus d'organisation des habitants, validera un intense échange d'expériences et nous permettra de passer à l'offensive sur le plan des idées et la création de sens et de culture.

Aujourd'hui nous terminons une semaine de travail intense et nous retournons vers nos lieux de lutte de tous les jours. Nous retournons chargés de la découverte de nouveaux horizons et avec la confirmation de nos certitudes. L'Histoire n'est pas terminée, bien au contraire les luttes des travailleurs à l'intérieur et en dehors des usines et des ateliers, continue d'alimenter les cycles historiques et nous nous sommes attribués la responsabilité d'accumuler et de construire le Pouvoir populaire. Nous nous sommes donnés pour but l'édification d'une nouvelle hégémonie avec les travailleurs à la tête d'un Bloc populaire alternatif, qui ouvre les aunes d'une société meilleure. Nous avançons pour dérouter la corruption, la morale de l'utile, le cynisme, et la langue de bois. Soyons clairs dans le tracé de la stratégie et ne nous laissons pas tromper par les chants des sirènes qui appellent à arrondir les angles aigus du capitalisme. Seule une transformation radicale de l'actuel ordre peut garantir la convivialité solidaire et démocratique, la constitution d'une société basée sur les valeurs et l'amour de la vie et la nature.

Nous sortons avec le drapeau de l'Utopie, avec le sourire de nous savoir des millions dans tout le continent. Avec la confiance tranquille de qui ratifie son travail et son engagement.

Les habitants d'Amérique Latine sommes en train de construire des villes démocratiques et durables, et de plus, nous avançons dans la construction d'un idéal collectif noble et généreux.

Nous portons la responsabilité d'aller en avant. Nous avons un programme de travail et nous nous engageons à travailler infatigablement à la poursuite de nos objectifs. Comme l'a dit le Commandant Che Guevara:

*La seule manière de lancer les tâches c'est d'aller au devant des tâches,
C'est montrer avec l'exemple comment elles se font, et non pas en disant par derrière comment elles doivent se faire.*

Compagnons d'Amérique Latine, ici fut votre maison et continuera de l'être. C'est notre lutte et elle continuera de l'être.
C'est notre Unité et nous continuerons à la construire.

LUTTER JUSQU'À LA VICTOIRE, QU'ELLE SOIT INEXORABLEMENT LA
NOTRE

Montevideo, 6 octobre 2001.



LISTE DES FICHES DES INTERVIEWS REALISÉS PENDANT L'ASSEMBLÉE MONDIALE DES HABITANTS – OCTOBRE 2000

AUTEURS- TITRE DE LA FICHE	POINTS CLEFS – CENTRE D'INTERÊT
<p>Joseph Fumtim, CIAH, Yaoundé, Cameroun L'éducation populaire, un instrument pour la participation des habitants dans la vie publique</p>	<p>L'organisation a réussi au moyen des actions que réalise le réseau CIAH, que les autorités locales puissent connaître la réalité des habitants, et inversement que eux-même puissent connaître la réalité des autorités locales.</p>
<p>Florentina Santiago Ruiz, Coordination des organisations indiennes de la ville de Mexico. Mexique A la recherche de la reconnaissance des indiens mexicains</p>	<p>Aux yeux du gouvernement, nous sommes invisibles, nous luttons pour être visibles et conserver nos traditions, nos racines, parce que l'on nous traite encore pire qu'à l'étranger.</p>
<p>Rodolfo Díaz Blas, Assemblée des Quartiers, Vanguardia Ciudad A partir de l'Assemblée des quartiers, la gestion des crédits pour le logement</p>	<p>La gestion de crédits pour le logement est pris en charge par l'organisation, on cherche un terrain, on vérifie la situation juridique du terrain, on forme un groupe de demandeurs de logements et avec eux nous cherchons des crédits auprès des institutions publiques de la ville pour ne pas avoir a payer des intérêts bancaires.</p>
<p>Ould El Id Lehbouss, CIAH, Mauritanie et Union de Coopératives agropastorales Les paysans en lutte contre la pauvreté en Mauritanie</p>	<p>La recherche d'un terrain pour cultiver et pour y construire un logement est le principal objectif de l'organisation. La possibilité de cultiver et de vendre les produits est ce qui permettra aux habitants économiser et faire construire.</p>
<p>Moussa Diop, Action utile pour l'enfance et la jeunesse (AUPEJ), Senegal Construire un futur prometteur pour que les populations trouvent un lieu dans la ville est possible</p>	<p>L'organisation travaille dans les quartiers défavorisés et "difficiles", essaye d'introduire des espaces de concertation et d'échange, d'alphabétisation et pousse les habitants a résoudre leurs problèmes par eux-même, rompant avec le cycle infernal de l'aide néocoloniale.</p>

<p>Rosa de Peña, Los Manantiales, Caracas, Venezuela Plus de 30 ans de lutte pour la terre et un meilleur niveau de vie</p>	<p>Dans un quartier situé près de la capitale, les habitants organisés luttent pour la propriété du sol et pour l'accès à l'eau.</p>
<p>Alejandro Cabello Díaz, Groupement de conseils économiques, sociaux et communaux du Chili La formation du dirigeant sur la question sociale au Chili</p>	<p>Les Conseils organisent des cours de formation dans les universités pour les dirigeants des organisations sociales des diverses communes du Chili</p>
<p>Reiner Castillo, Association Civile Rafito Villalobos, Maracaibo, Venezuela L'amélioration du logement et le besoin de constituer une organisation</p>	<p>L'amélioration du logement a pu se faire grâce aux regroupement des diverses organisations de voisins et aux actions culturelles et sportives qui ont permis de renforcer l'indépendance des organisations souvent trompées par les partis politiques.</p>
<p>Norma Elizabeth León Pajuelo, Centre de recherche et de projets urbains CIPUR, Lima, Pérou Les organisations non gouvernementales combattives</p>	<p>Depuis 22 ans l'ONG CIPUR travaille sur les questions d'assainissement et d'économie d'eau et sur les plans de développement urbain avec les organisations sociales de base et les autorités locales en utilisant toujours la méthode participative</p>
<p>Oscar René Oscar Pérez, Coordination des organisations urbaines et populaires de la ville de Guatemala (COUP), Guatemala Les organisations non gouvernementales qui voient les choses en grand</p>	<p>Plus de 200 organisations forment la COUP, s'unissent pour être écoutés par les gouvernements locaux et des états. C'est une graine que nous semons pour la transformation sociale. Nous pensons les choses en grand pour changer notre vie et les structures économiques et politiques de notre pays.</p>
<p>Ana Guadalupe Ortiz Mejía, Conseil coordinateur des communautés (CCC), El Salvador Pour un logement convenable et pour le développement de l'être humain</p>	<p>Nous sommes la seule organisation sociale du pays qui occupe des terrains et des maisons abandonnées et nous les négocions légalement ensuite pour les familles de faibles ressources mais qui ont un minimum de capacité de paiement.</p>
<p>Flora Santos et Fleur de Lys Cupino, SAN LAKAS, Philippines Nous sommes unis pour obtenir un logement convenable pour les pauvres</p>	<p>San Lakas travaille sur différents secteurs, logement, éducation et en particulier avec les communautés pauvres: l'organisations lutte de différentes manières: manifestations, pression sur les autorités, négociations et autres formes de luttes pour que la propriété du sol retourne aux habitants pauvres des villes et des campagnes.</p>

<p>Orhan Esen, Human Settlements associations, Istambul , Turquie Après le désastre nous avons commencé à travailler sur la prévention de manière organisée</p>	<p>L'organisation a fait un plan de lutte contre les désastres naturels mais une série d'obstacles empêchent l'application du plan: d'ordre constitutionnels et bureaucratiques.</p>
<p>Rafael Peña Guzmán, FUNDACENTAURO, Venezuela Nous sommes en train de créer de futurs dirigeants pour le bénéfice de la communauté</p>	<p>L'objectif est de renforcer l'organisation sociale au moyen d'activités culturelles et sportives en particulier pour les jeunes, mais aussi l'organisation aide les jeunes lorsqu'ils ont des problèmes familiaux.</p>
<p>Moussa Halilou, CIAH, Niger La population s'organise pour faire une milice privée</p>	<p>La population de différents quartiers de Niamey a mis en place un système de police municipale rétribué par les habitants eux-mêmes pour lutter contre l'insécurité urbaine. Ces milices existaient dans des temps plus anciens, mais à l'époque, elles avaient un pouvoir mystique.</p>
<p>Nestor Jelfetz et Carla Rodriguez, Mouvement d'occupants et de locataires (MOI), Buenos Aires, Argentine Coopératives de logement qui revendiquent le droit à la ville</p>	<p>Le MOI est constitué de coopératives autogestionnaires qui revendiquent le droit à la ville. Il s'est créé à partir d'occupations d'immeubles vides qui s'est accompagné par la suite de processus de régularisation et de négociations avec les propriétaires publics ou privés.</p>
<p>Maria Eugenia Reyes, Coopérative Union, Mouvement d'occupants et de locataires (MOI), Buenos Aires, Argentine Obtenir un logement convenable est quelque chose qui ne peut s'expliquer avec des mots</p>	<p>La Coopérative Union a réussi au bout de 10 ans de luttes, de régulariser son occupation dans la zone centrale de Buenos Aires.</p>
<p>Leonor Rojas, Coopérative Pérou, Mouvement d'occupants et de locataires (MOI), Buenos Aires, Argentine Le travail collectif reconstruit l'individu</p>	<p>La coopérative Pérou fut une des premières à acquérir un immeuble occupé. L'organisation s'est renforcée et maintenant les objectifs vont au-delà de l'acquisition d'un logement, mettre en place une politique sociale du logement au niveau de la ville.</p>
<p>Gustavo Ferreira, Coopérative Fortaleza, Mouvement d'occupants et de locataires (MOI), Buenos Aires, Argentine Nous choisissons le logement où nous voulons vivre</p>	<p>La coopérative ne fut pas créée à travers une occupation mais à partir de la Centrale des travailleurs (CTA) et de l'achat d'un immeuble. Aujourd'hui il s'agit de créer d'autres coopératives et d'accéder à un logement à travers des crédits collectifs.</p>

<p>Olga Luisa León de Ibaceta, Forum dos corticoes Semteto de Sao Paulo Maria das Gracas, Movimento de moradia da regioa Sudeste, Brésil L'organisation est fondamentale pour obtenir un logement</p>	<p>Il y a actuellement à Sao Paulo 7 occupations de batiments anciens appelés "corticoes". Notre organisation négocie avec le gouvernement de la ville des fonds pour pouvoir réhabiliter ces corticoes en aide mutuelle.</p>
<p>Zita Nyirenda, Mabibo Women Environmental Management, Tanzanie (WAT) L'organisation au moyen de la gestion est plus efficace</p>	<p>WAT a plusieurs copératives de construction de logement. Les groupes de demandeurs de logements sont formés, on leur montre comment construire, comment fabriquer des matérieux, on constitue des fonds de roulement et de crédit. Les terrains sont achetés et divisés en parcelles selon le nombre de membres de la coopérative.</p>